

Le rapport du Groupe de travail II est le deuxième volet du sixième Rapport d'évaluation du GIEC, dont la publication s'achèvera cette année.

«Ce rapport reconnaît l'interdépendance du climat, de la biodiversité et des populations humaines et intègre davantage les sciences naturelles, sociales et économiques que les évaluations précédentes du GIEC», a fait valoir Hoesung Lee. «On y insiste sur l'urgence de prendre des mesures immédiates et plus ambitieuses pour faire face aux risques climatiques. Les demi-mesures ne sont plus possibles.»

Un avenir viable n'est possible qu'en préservant et consolidant la nature

L'adaptation au changement climatique peut prendre diverses formes. Ce rapport jette un éclairage nouveau sur le potentiel qu'a la nature de diminuer les risques climatiques, mais aussi d'améliorer la vie des gens.

«Les écosystèmes en bonne santé sont plus résilients au changement climatique et procurent des services vitaux comme la nourriture et l'eau potable», a indiqué Hans-Otto Pörtner, coprésident du Groupe de travail II du GIEC. «En restaurant les écosystèmes dégradés et en préservant efficacement et équitablement 30 à 50 % des habitats terrestres, océaniques et d'eau douce, la société profitera de la capacité qu'a la nature d'absorber et de stocker le carbone et nous accéderons plus vite à un développement durable, mais la volonté politique et un financement adéquat sont essentiels.»

Les scientifiques constatent que le changement climatique interagit avec diverses tendances mondiales comme l'utilisation non durable des ressources naturelles, l'urbanisation croissante, les inégalités sociales, les pertes et les préjudices causés par les événements extrêmes et une pandémie, qui compromettent le développement futur.

«Notre évaluation montre clairement que, pour relever ces différents défis, tout le monde – gouvernements, secteur privé, société civile – doit œuvrer de concert et en priorité à la réduction des risques, de même qu'à l'équité et à la justice, dans le processus décisionnel et l'investissement», a affirmé Debra Roberts, coprésidente du Groupe de travail II du GIEC.

«Cela permettra de concilier des intérêts, des valeurs et des visions du monde qui divergent. Les solutions seront plus efficaces si elles allient les connaissances scientifiques, les compétences technologiques et les savoirs autochtones et locaux. Faute d'un développement durable et résilient face au changement climatique, l'avenir de l'humanité et de la nature sera sous-optimal.»

Les villes: zones sensibles aux impacts et aux risques, mais indispensables à la solution

Ce rapport renferme une évaluation détaillée des impacts du changement climatique, des risques et de l'adaptation dans les villes, qui concentrent plus de la moitié de la population mondiale. La santé, la vie et les moyens de subsistance des gens, de même que les biens matériels et les infrastructures cruciales comme les systèmes d'énergie et de transport, sont de plus en plus touchés par les aléas dus aux vagues de chaleur, tempêtes, sécheresses et inondations, ainsi que par les phénomènes à évolution lente telle l'élévation du niveau de la mer.

«Ensemble, l'urbanisation croissante et le changement climatique créent des risques complexes, en particulier dans les villes qui souffrent déjà d'une croissance mal planifiée, de niveaux élevés de pauvreté et de chômage et d'un manque de services de base», a déclaré Debra Roberts.

«Mais les villes offrent aussi des possibilités d'agir pour le climat – des bâtiments écologiques, un approvisionnement fiable en eau propre et énergie renouvelable, des modes de transport durables reliant les zones urbaines et rurales peuvent tous créer une société plus inclusive et équitable.»